



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1996/SR.57
30 avril 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-deuxième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 57ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 22 avril 1996, à 21 heures.

Président : M. LEGAULT (Canada)
(Vice-Président)

puis : M. MBA ALLO (Gabon)
(Vice-Président)

SOMMAIRE

Suivi de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (suite)

Elaboration d'une déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.96-12820 (EXT)

En l'absence de M. Vergne Saboia (Brésil), M. Legault (Canada),
Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 21 heures.

SUIVI DE LA CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME (Point 21 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1996/50 et Add.1, 103, 105 et 112)

1. M. TEITELBAUM (American Association of Jurists), s'exprimant aussi au nom de Centre Europe-Tiers Monde et de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, dit que la réflexion et la pratique des Nations Unies et de la plupart des Etats ne sont pas en accord avec le contenu de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne selon lesquels le développement et le respect des droits de l'homme sont interdépendants. Dans un certain nombre de déclarations récentes, le Secrétaire général a souhaité une association plus étroite des sociétés transnationales ayant un pouvoir de décision à l'échelle internationale. Mais les décisions sur la vie et la destinée des citoyens sont déjà prises par une poignée de grandes puissances, de sociétés transnationales et d'organismes tels que les institutions de Bretton Woods qui agissent dans leur intérêt.

2. La crise financière des Nations Unies est utilisée comme arme politique pour suspendre les activités et réduire le budget des organes et des institutions spécialisées. Les organisations non gouvernementales (ONG) sont marginalisées, les documents ne sont pas traduits et les priorités sont fixées à la lumière de critères politiques sélectifs.

3. Selon le rapport du Haut Commissaire aux droits de l'homme (E/CN.4/1996/103), les institutions de Bretton Woods sont devenues les interlocuteurs clés sur les questions liées au droit au développement. On ne peut par ailleurs qu'être confondus par la référence faite par le rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats (E/CN.4/1996/37) à son dialogue avec la Banque mondiale, pour qui les juges devraient défendre les agents du marché et la propriété privée contre l'intrusion de l'Etat.

4. Mme LAROCHE (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme) regrette que la condamnation de la traite des êtres humains contenue dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne (par. 18) ne se réfère qu'aux seules femmes et fillettes. L'approche adoptée dans le Programme d'action de Beijing est également incomplète. En outre, alors que cette question pourrait être abordée sous trois points de l'ordre du jour à la présente session de la Commission, aucun d'entre eux ne fait explicitement référence à ce problème.

5. Les formes contemporaines d'esclavage sont nombreuses et génératrices de violations massives des droits de l'homme. Mme Laroche rend hommage à l'excellent travail accompli sur ce sujet par le Rapporteur du Parlement européen, qui a débouché sur l'adoption de la résolution A4-0326/95 par le Parlement l'année passée. Cette résolution, qui s'adresse à la communauté internationale dans son ensemble et à la Commission en particulier, demande la désignation d'un rapporteur spécial sur la traite des êtres humains et l'élaboration d'une nouvelle convention des Nations Unies destinée à remplacer la Convention pour la répression et l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, de 1949, maintenant dépassée.

6. La Fédération internationale des droits de l'homme pense qu'il faudrait en outre créer un mécanisme de contrôle spécifique. Elle propose que tous les aspects de cette question soit examinés par la Commission au titre d'un point unique de l'ordre du jour.

7. Mme AULA (Pax Christi International), parlant aussi au nom de la Fédération internationale de l'ACAT, de la Fédération internationale des droits de l'homme et de France-Libertés : Fondation Danielle Mitterand, note que les effets néfastes de l'impunité dans le domaine des droits de l'homme, tant au niveau national qu'international, sont un des sujets de préoccupation mentionnés dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne. La constitution de tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda respectivement, de même que le débat en cours sur le projet de statut de la cour criminelle internationale montrent l'importance de la question. L'impunité rend vaine l'activité de la Commission et d'autres mécanismes de protection des droits de l'homme, y compris là où un système juridique national tolère que des crimes restent impunis lorsqu'ils sont accomplis sur l'ordre de Dieu.

8. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme doit accorder à la question de l'impunité un rang hautement prioritaire dans son programme d'action pour les deux prochaines années.

9. Mme BRANTLEY (Parti radical transnational) dit que les droits des ONG doivent être garantis par la Commission et étendus conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne. Le rapport du Haut Commissaire aux droits de l'homme (E/CN.4/1996/103) n'accorde pas une attention suffisante à la coopération avec les ONG. Leur rôle devrait être explicitement reconnu aux niveaux national, régional et international et aucun gouvernement ne devrait pouvoir emprisonner une personne membre d'une ONG pour l'unique raison qu'elle est engagée dans la défense des droits de l'homme.

10. M. SRIVASTAVA (International Institute for Non-Aligned Studies) dit que, tout en appuyant les recommandations figurant dans le rapport de la réunion d'experts sur l'élaboration de directives concernant l'intégration dans les activités et programmes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme d'une démarche sexospécifique, son organisation relève que le groupe d'experts a essentiellement pour tâche d'établir des normes. Or il a suggéré que l'on étudie la notion de responsabilité et d'obligation des Etats afin de déterminer comment en tirer parti au mieux pour protéger les droits des femmes, suggestion intéressante mais inopportune.

11. La Commission doit recommander à l'Assemblée générale d'étudier l'opportunité de s'appuyer sur des dispositions du droit international en vertu desquelles les Etats pourraient être tenus pour responsables de la violation des droits des femmes. Les Etats théocratiques ont à de nombreuses reprises promulgué des lois ou reconnu un statut légal à des coutumes qui sont des violations flagrantes de ces droits.

12. M. Srivastava regrette que le point de l'ordre du jour sur l'objection de conscience ait été supprimé. L'examen de cette question est important eu égard aux Etats qui propagent le fondamentalisme religieux et n'ont pas de tradition démocratique.

13. Bien que le Gouvernement pakistanais affirme qu'il n'apporte qu'un soutien moral, politique et diplomatique aux mouvements de militants au Jammu-et-Cachemire, nul n'ignore qu'il est directement impliqué dans les opérations terroristes. Les droits de l'homme ne pourront jamais être mis en oeuvre si le terrorisme financé et soutenu par l'Etat n'est pas contenu.

14. M. LITTMANN (Christian Solidarity International) dit que l'acte de tuer au nom de Dieu ou d'une religion doit être proscrit en tant que crime contre l'humanité. La fatwa lancée contre l'écrivain britannique Salman Rushdie, l'assassinat de l'écrivain égyptien Faraq Fouda en 1992 à la suite d'une fatwa analogue, puis l'agression contre l'écrivain égyptien, lauréat du prix Nobel de littérature, Naguig Mahfouz, sont des exemples de tels crimes sanctifiés.

15. En 1994 un ancien grand rabbin d'Israël, aumônier général des forces de défense israéliennes, a publiquement justifié d'un point de vue religieux l'acte de tout juif qui assassinerait Yasser Arafat. Cet encouragement a probablement influencé les rabbins extrémistes qui ont inspiré l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin.

16. On pourrait aussi citer des déviations similaires de la part de chrétiens de diverses dénominations et de groupes hindous ou bouddhistes.

17. L'appel à tuer au nom de Dieu est un mal universel qui doit être condamné sans réserve par les dirigeants temporels et spirituels du monde. M. Littmann prie la Commission de faire une brève déclaration sur ce sujet en tant que suite aux récentes déclarations du Haut Commissaire aux droits de l'homme.

ELABORATION D'UNE DECLARATION SUR LE DROIT ET LA RESPONSABILITE DES INDIVIDUS, GROUPES ET ORGANES DE LA SOCIETE DE PROMOUVOIR ET DE PROTEGER LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES FONDAMENTALES UNIVERSELLEMENT RECONNUS (point 19 de l'ordre du jour) (E/CN.4/1996/97)

18. M. HELGESEN (Norvège), Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la protection de ceux qui luttent pour les droits de l'homme, présentant le rapport du Groupe de travail sur sa onzième session (E/CN.4/1996/97), dit que le Groupe n'a malheureusement pas pu adopter de nouvelles dispositions au cours de la deuxième lecture du projet de déclaration. Les sujets auxquels le Groupe est confronté sont légalement complexes et politiquement sensibles. Le Groupe a discuté des moyens d'accélérer le processus de rédaction et l'orateur dit qu'il a été chargé de mener à bien certaines activités entre les sessions à cette fin. Il le fera en étroite coopération avec les membres du Groupe, sans oublier que les véritables perdants en cas de retard déraisonnable seront ceux qui souffrent pour la défense des droits de l'homme.

19. M. TORELLA DI ROMAGNANO (Italie), parlant au nom de l'Union européenne, des pays d'Europe centrale et orientale et des pays associés de Chypre et de Malte, déclare que les activités des militants des droits de l'homme et des ONG sont de la plus haute importance, car elles sont indispensables dans toute société qui veut garantir la mise en oeuvre effective des droits de l'homme. Pourtant, il n'est malheureusement pas rare que des gouvernements et autorités les considèrent comme des menaces dangereuses plutôt que comme des ressources précieuses, et les répriment. Une attitude passive de la part de la Commission pourrait être interprétée par la communauté internationale comme l'approbation tacite d'une telle attitude.

20. Le Groupe de travail créé il y a 12 ans pour élaborer une déclaration sur ceux qui luttent pour les droits de l'homme vient de tenir une session au cours de laquelle il n'a pas du tout avancé car, comme d'habitude, certains pays ont bloqué la progression des travaux. L'Union européenne considère que l'objet de la déclaration est de clarifier et de renforcer, et non de limiter, les activités de promotion des droits de l'homme.

21. La Commission doit, à travers ses mécanismes du domaine des droits de l'homme, réunir des informations sur les cas de harcèlement infligés aux militants des droits de l'homme. La Déclaration de Vienne a rendu hommage à leur action, mais une telle appréciation doit déboucher sur la garantie que ces personnes puissent, par des moyens pacifiques, promouvoir et défendre les droits de l'homme et les libertés fondamentales partout dans le monde.

22. M. Mba Allo (Gabon), Vice-Président, prend la présidence.

23. Mme Hertz (Chili) réitère le soutien de sa délégation aux militants des droits de l'homme pour le rôle capital qu'ils jouent et sa condamnation de toute menace à leur encontre, et se déclare consternée par le fait que, après plus de 10 ans de travail, la rédaction de la déclaration ne soit toujours pas terminée. Néanmoins, le consensus sous-jacent, même s'il est malheureusement entravé par un petit groupe de délégations, constitue une incitation à poursuivre les efforts.

24. Ne pas renouveler le mandat du Groupe de travail constituerait un signal politique malvenu dans la conjoncture cruciale existante. Le Gouvernement chilien estime donc que le Président-Rapporteur doit poursuivre ses efforts pour susciter la confiance entre les participants du Groupe, rapprocher les positions et supprimer les obstacles à l'avancée des travaux, lesquels doivent aussi prendre en considération le point de vue des militants des droits de l'homme eux-mêmes. Dans le même temps, la Commission et la communauté internationale dans son ensemble doivent être tenues au courant par les rapporteurs spéciaux et les rapporteurs thématiques, les experts et les groupes de travail des conditions difficiles auxquelles font face ceux qui luttent pour les droits de l'homme.

25. M. RAVALOSON (Madagascar) dit que l'amélioration du fonctionnement de la Commission passe par une meilleure écoute de la société civile en général et des ONG en particulier. Le rôle de ces dernières est grandissant, mais elles devraient être encore davantage associées au processus de décision et de mise en oeuvre des résolutions de la Commission.

26. L'efficacité de la contribution des ONG dépend cependant de la protection accordée aux militants des droits de l'homme. Dans cette optique, M. Ravaloson demande aux Etats de garantir l'intégrité physique et la liberté d'action des défenseurs des droits de l'homme tels que les responsables d'ONG, rappelant que l'on sait pertinemment que certaines des personnes qui assistent aux travaux de la Commission craindront pour leur vie en rentrant dans leur pays. La communauté internationale doit donc faire en sorte que les résolutions de la Commission en la matière ne restent pas lettre morte. En conséquence, la délégation malgache souhaite une avancée significative dans l'élaboration du projet de déclaration, puisque le véritable enjeu est la reconnaissance de la légitimité de l'activité de ceux qui se font les champions de la cause des droits de l'homme.

27. Mme DERRYCK (Etats-Unis d'Amérique) dit que des individus sont souvent les initiateurs de débats ou d'actions pour promouvoir les droits de l'homme. En retour ils peuvent obtenir le prix Nobel ou être persécutés et tués. Les défenseurs des droits de l'homme sont de tous âges et, par exemple, un Canadien de 13 ans a été à tel point frappé par ce qu'il a appris sur l'exploitation de la main d'oeuvre enfantine qu'il a fondé une organisation appelée "Free the Children". L'accomplissement de ce jeune Canadien forme un contraste tragique avec le meurtre du garçon dont le sort lui avait pour la première fois donné envie de réagir. On ne peut que déplorer que le droit de l'homme le plus fondamental, le droit à la vie, soit souvent violé.

28. Les atteintes massives aux droits de l'homme de l'après-guerre froide rendent indispensables de nouveaux mécanismes, tels que les tribunaux internationaux chargés de juger les crimes de guerre, pour protéger la vie et la décence humaine.

29. Les Etats-Unis ont fréquemment été aux avant-postes dans la défense des droits de l'homme et leurs soldats ont maintenant leur place dans le contexte global de la protection des droits de l'homme dans de nombreuses régions du monde puisque, sans forces de maintien de la paix, il est peu probable que les droits de l'homme seraient respectés dans des pays qui sortent de la guerre civile.

30. Le Gouvernement des Etats-Unis soutient avec force les individus et les groupes qui sont le moteur du développement des droits de l'homme et de la société civile. Il est donc déçu que certains pays bloquent encore l'avancée de la rédaction du projet de déclaration. Il pense néanmoins que le Groupe de travail doit poursuivre ses efforts jusqu'à ce qu'ils portent leurs fruits, car l'objectif ultime est le respect des droits de l'homme partout dans le monde.

31. M. CONROY (Australie) déclare que sa délégation appuie l'activité du Groupe de travail chargé de rédiger la déclaration, car les défenseurs des droits de l'homme sont en première ligne de la lutte pour atteindre les idéaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme, même s'ils payent souvent très cher leur courage.

32. La délégation australienne a donc été profondément déçue que le Groupe n'ait pas été en mesure d'adopter de nouveaux textes à sa onzième session et elle demande avec vigueur à tous les Etats de continuer à essayer d'élaborer une déclaration qui assure la protection des militants des droits de l'homme, souligne la légitimité de leur action et leur permette d'exercer leur précieuse activité. Il est grand temps que les négociations se terminent et que la déclaration soit adoptée. Dans cette perspective, M. Conroy met en avant certains des éléments que la déclaration devrait contenir.

33. La délégation australienne approuve la recommandation tendant à ce que le Président-Rapporteur du Groupe de travail poursuive ses efforts pour établir un texte coordonné et minutieusement mis au point et se félicite de la participation active des ONG aux travaux du Groupe. De même, elle appuie la suggestion visant à ce que les divers mécanismes de la Commission fournissent des informations sur la situation des militants des droits de l'homme, qui assument souvent le rôle de conscience de la communauté mondiale. A ce titre, ils méritent le soutien de tous.

34. M. SPLINTER (Canada) dit que, dans trop de pays, des personnes sont arbitrairement détenues, torturées, enlevées sans que l'on n'ait plus jamais de leurs nouvelles, ou exécutées parce qu'elles essayent de promouvoir et de protéger les droits et libertés de leurs compatriotes. Des membres d'ONG subissent des intimidations, des persécutions, ou de graves préjudices pour avoir participé aux travaux de la Commission. Sur cette toile de fond, la délégation canadienne rappelle la recommandation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tendant à ce que soit rapidement achevé et adopté le projet d'une déclaration sur ceux qui luttent pour les droits de l'homme.

35. Le projet de déclaration ne vise pas à définir de nouveaux droits et libertés: les droits et libertés qu'il couvre sont déjà bien établis. Il est donc difficile de comprendre pourquoi, après 11 sessions, le Groupe de travail n'a pas encore terminé ses travaux. M. Splinter espère que la raison à cela n'est pas une absence de volonté politique dans certains milieux. Son gouvernement reste déterminé à défendre les personnes courageuses qui défendent et protègent les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et il continuera à oeuvrer avec les Etats qui ont la même perception des choses et les ONG pour que soit adopté sans tarder un projet de déclaration. Entre-temps, il n'exclut pas qu'il faille emprunter d'autres voies pour encourager, soutenir et protéger les militants des droits de l'homme. A cet égard, la délégation canadienne appuie la proposition de l'Union européenne et du Chili tendant à ce que l'on demande aux divers mécanismes de la Commission de fournir à celle-ci des informations sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. M. Splinter veut croire que le souci de sa délégation de s'occuper des défenseurs des droits de l'homme est partagé par d'autres membres de la Commission.

36. M. KUZNIAR (Observateur pour la Pologne) déclare que, sans militants des droits de l'homme, la Commission ne pourrait s'acquitter pleinement de son mandat. Les ONG se sont souvent révélées efficaces quand les partenaires gouvernementaux et intergouvernementaux se sont avérés impuissants, en particulier dans des domaines comme l'alerte rapide, les missions d'enquête, le contrôle de la réalisation des droits et l'assistance humanitaire. Le dévouement et les efforts inlassables des militants méritent que l'on adopte une déclaration pour assurer leur protection.

37. Actuellement il n'existe aucun mécanisme ni garantie assurant la protection des militants des droits de l'homme à part le rapport annuel du Secrétaire général sur les mesures d'intimidation et les représailles subies par les personnes qui coopèrent avec les représentants d'organes des droits de l'homme. Tout retard supplémentaire dans l'adoption du projet de déclaration, l'imposition de conditions à son acceptation ou la dilution de son contenu serait donc inacceptable. Il conviendrait qu'une déclaration soit approuvée par l'Assemblée générale au plus tard pour le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

38. La Commission devrait en outre créer un mécanisme spécial pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, peut-être un organe du même genre que le Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail. Dans l'immédiat, elle devrait au moins demander à tous les rapporteurs thématiques et à tous les organes conventionnels de lui signaler les cas présumés d'intimidation ou de représailles, et les mesures prises à cet égard.

39. M. HAUGESTAD (Observateur pour la Norvège) dit que, en l'absence d'institutions officielles pouvant apporter protection et assistance, les victimes se tournent vers les militants des droits de l'homme. Le rôle essentiel joué par des individus dévoués, des groupes et des ONG dans la promotion et la protection des droits de l'homme ne sera jamais assez mis en avant. Cependant les défenseurs de ces droits sont souvent exposés à des risques de discrimination, de harcèlement, de mauvais traitement et même de mort. La tâche du Groupe de travail est de leur accorder une protection: il doit y avoir un instrument international qui garantisse spécifiquement leur droit à défendre les droits de l'homme.

40. La délégation norvégienne note avec satisfaction que le Président-Rapporteur du Groupe a été chargé de préparer un texte coordonné et mis au point pour la prochaine session du Groupe. Elle approuve en outre la proposition tendant à ce que les mécanismes de la Commission soient priés, le cas échéant et pour ce qui entre dans le cadre de leurs attributions, de fournir à la Commission des renseignements sur la situation des militants des droits de l'homme.

41. M. CHRISTOFIDES (Observateur pour l'Afrique du Sud) déclare que, il y a 12 sessions, la Commission a confié au Groupe de travail la tâche modeste de définir les droits existants et les responsabilités de ceux qui luttent pour les droits de l'homme. Qu'il n'ait pu s'acquitter de cette tâche est un mauvais point pour tous ceux qui sont impliqués, A sa toute dernière session, le Groupe n'a fait absolument aucun progrès du tout.

42. En Afrique du Sud, les militants anti-apartheid ont donné leur vie pour les droits qui devraient être consacrés dans une telle déclaration. La délégation sud-africaine note avec tristesse que les défenseurs de droits de l'homme sont victimes d'une répression grandissante - ce qui est d'ailleurs un signe de l'efficacité de leur action. Il est tout à fait inacceptable qu'un petit groupe de pays bloque depuis tant d'années toute avancée sur un sujet capital. Les pays qui font fi de la position de la majorité ne doivent pas être récompensés de leur intransigeance.

43. Il y a peu de chance que ces pays changent de position du jour au lendemain. La Commission doit donc rechercher d'autres moyens de renforcer le processus. Une première possibilité serait de désigner un rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme qui travaillerait en parallèle au Groupe de travail, mais faciliterait la résolution de questions techniques et le cas échéant effectuerait des études sur le terrain. Deuxièmement, le Rapporteur-Président du Groupe devrait continuer à avoir des consultations avec les Etats et les ONG entre les sessions afin de réduire le plus possible les différences entre les parties. Troisièmement, les rapporteurs thématiques et géographiques pourraient être invités à inclure dans leur rapport des sections spéciales sur les militants. En fait, ces suggestions pourraient également être appliquées au fonctionnement de tous les groupes de travail.

44. M. CARRILLO SUAREZ (Commission internationale de juristes), s'exprimant au nom d'Amnesty International, de la Communauté internationale Baha'ie, de la Fédération internationale des droits de l'homme et de Service international pour les droits de l'homme, dit que les militants des droits de l'homme du monde entier implorent la Commission et son Groupe de travail de prendre des mesures pour les protéger. Ils ne peuvent guère défendre les autres s'ils sont eux-mêmes

vulnérables. Cependant, année après année, le Groupe de travail a échoué dans sa tâche d'élaborer une déclaration; sa dernière session a été un échec complet, car les débats sont devenus de plus en plus politiques et de moins en moins techniques.

45. En conséquence, les personnes qui cherchent pacifiquement à faire valoir les droits internationalement reconnus continuent d'être soumis à des abus de pouvoir arbitraires et criminels de la part d'autorités étatiques. Les organisations que représentent l'orateur demandent donc à la Commission non seulement de renouveler le mandat du Groupe de travail, mais aussi d'adopter une résolution pour traiter la situation des défenseurs des droits de l'homme d'une ou de plusieurs autres manières. Elle pourrait créer un mécanisme pour surveiller la situation partout dans le monde, qui serait clairement chargé de réunir des informations de toutes les sources possibles, de porter les affaires devant les Etats et de faire des recommandations, et de faire rapport à la Commission. Le rapport d'un tel mécanisme pourrait donner au Groupe de travail des exemples concrets des problèmes que la déclaration doit couvrir. La résolution pourrait aussi inviter tous les mécanismes des droits de l'homme existants à inclure dans leurs rapports à la Commission un chapitre sur les défenseurs des droits de l'homme, et le Secrétariat à mettre ces informations à la disposition du Groupe de travail sous forme d'un document distinct.

46. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme devrait soutenir par un engagement actif le principe qui inspire la déclaration et se servir de sa fonction pour convaincre les Etats d'adopter une attitude positive. Il devrait mettre la question de la situation de ceux qui luttent pour les droits de l'homme à l'ordre du jour de toutes ses réunions avec les Etats et laisser clairement entendre qu'il attend des Etats qu'ils encouragent les ONG relevant de leur juridiction à protéger et promouvoir des droits de l'homme.

47. Pour leur part, les organisations que M. Carrillo Suarez représente se sont engagées à tout faire pour que la protection des défenseurs des droits de l'homme occupe la place prioritaire qui lui revient dans tous les pays civilisés.

48. M. MEJIA (Organisation mondiale contre la torture) note que le Groupe de travail n'a pas été en mesure de s'acquitter de son mandat parce que certains Etats veulent utiliser le projet de déclaration comme un instrument pour contrôler les activités des militants des droits de l'homme. Son organisation a communiqué à la Commission une liste de cas de détention illégale ou arbitraire, de torture, d'exécution extrajudiciaire et de disparition forcée enregistrés dans 49 pays pendant la période 1992-1995. La Commission devrait exhorter les Etats concernés à prévenir ou faire cesser de tels abus.

49. L'orateur se félicite de la position prise par l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) sur le projet de déclaration, mais est préoccupé par l'attitude négative de certains Etats. La Commission doit demander au Groupe de travail de poursuivre ses travaux sur des points qui n'ont pas encore été discutés ou approuvés. Elle devrait aussi instituer un mécanisme qui serait chargé d'enquêter sur les cas de victimisation des défenseurs des droits de l'homme, de faire des démarches auprès des gouvernements concernés et de faire rapport à la Commission.

Déclarations faites au titre du droit de réponse

50. M. BAUTISTA (Philippines), répondant à une déclaration faite par le représentant du Asian Women's Human Rights Council au sujet des difficultés que connaîtraient les enfants de familles philippines déplacées à l'intérieur du pays du fait du conflit armé, déclare que, depuis le rétablissement de la démocratie, son Gouvernement a mené une politique de réconciliation et de négociation avec les groupes rebelles. Le Président Ramos a accordé la plus haute priorité au processus de paix et proclamé une amnistie, et le gouvernement s'est efforcé d'instaurer une culture de paix en organisant des consultations à large échelle dans le but de parvenir à un consensus national sur les questions les plus importantes. Le gouvernement a déclaré les enfants "zones de paix" pour les protéger des horreurs de la guerre et a fait voter la législation voulue.

51. Mme WANG Zhugian (Chine), répondant aux déclarations d'un certain nombre d'ONG sur les mauvais traitements auxquels seraient soumis les enfants de son pays, dit que le respect des personnes âgées et la protection des enfants sont des valeurs traditionnelles dans la société chinoise. Son gouvernement a toujours attaché la plus grande importance aux droits et aux intérêts des enfants. Il a adopté des mesures législatives et administratives et institué des organismes chargés du bien-être des enfants ainsi qu'un vaste réseau d'orphelinats et de structures pour les enfants handicapés. Le Rapport des Nations Unies sur la situation des enfants dans le monde, de 1996, montre que la situation des enfants en Chine est meilleure que celle dans tout autre pays à faible revenu comparable. Les représentants de 10 pays occidentaux se sont récemment rendus en Chine, et leur rapport est loin de dire la même chose que les fausses allégations des déclarations d'ONG.

La séance est levée à 23 heures.